

Le Rwanda cherche à "exporter" le génocide au Burundi accude le parti au pouvoir

@rib News, 27/03/2016 â€“Source AFP Le parti au pouvoir au Burundi a accusé le président rwandais, Paul Kagame, de chercher à "exporter" le génocide après l'avoir "expérimenté" lors du génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda, dans un communiqué. "Le laboratoire du génocide est au Rwanda car le président Kagame l'ayant expérimenté chez lui (veut) l'exporter au Burundi pour jouer au petit impérialiste", accuse le texte signé par Pascal Nyabenda (photo), le président du CNDD-FDD.

M. Kagame est l'homme fort du pays depuis juillet 1994: À l'époque, sa rébellion du Front patriotique rwandais (FPR) avait chassé de Kigali les extrémistes hutu et mis fin au génocide qu'ils avaient déclenché trois mois auparavant (800.000 morts, essentiellement membres de la minorité tutsi). Le communiqué accuse également "certains milieux européens (qui) fournissent des armes et des fonds À Paul Kagame", chargé de "recruter et de former de jeunes Burundais recrutés dans les camps de réfugiés au Rwanda, pour les lancer sur leur pays d'origine afin d'y commettre le génocide". Le parti au pouvoir au Burundi s'en prend aussi très violemment À l'Église catholique, qui a appelé il y a deux semaines À un dialogue totalement inclusif, ainsi qu'aux médias et journalistes internationaux, accusés d'avoir pris fait et cause pour les "terroristes", le nom qu'il donne désormais À ses opposants armés ou non. Le parti est issu de l'ancienne rébellion hutue du Cnodd-FDD, en lutte pendant des années contre l'armée, alors dominée par la minorité tutsie. Une relation d'amitié avait été nouée avec le FPR au pouvoir au Rwanda avant de se déliter ces dernières années. Kigali dénonce des liens présumés entre Bujumbura et la rébellion hutue des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui accuse à son tour le Rwanda d'entraîner sur son sol des réfugiés burundais pour déstabiliser le régime de Nkurunziza. "Le courant extrémiste hutu du CNDD-FDD a été marginalisé jusqu'au début de cette crise, (c'est clair qu'il est désormais aux commandes dans ce pays", a déclaré un diplomate en poste au Burundi, sous couvert d'anonymat, soulignant que M. Nyabenda "est aussi président de l'Assemblée nationale et À ce titre, le 2e personnage de l'État burundais". Ce responsable craint "des conséquences dramatiques si la crise empirait ou s'il y avait un incident grave comme la mort d'un haut responsable de ce parti". Cette prise de position a suscité un très vif débat sur les réseaux sociaux, où des dizaines de personnes ont condamné une "négation du génocide des Tutsi du Rwanda" par le CNDD-FDD. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique marquée de violences depuis la candidature fin avril 2015 du président Pierre Nkurunziza À un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Plus de 400 personnes ont été tuées et plus de 250.000 personnes ont fui le pays, dont 75.000 réfugiés au Rwanda, depuis le début de cette crise, Bujumbura accusant son voisin d'armer les opposants À M. Nkurunziza.